
«La Belgique a beaucoup de progrès à faire en matière d'accès à l'avortement»

Rebecca Gomperts, médecin
et fondatrice de l'ONG Women on Waves

Il y a des habitudes qui ne changent pas. Près de 30 ans après avoir découvert les ravages des interruptions illégales de grossesse en tant que médecin stagiaire dans un petit hôpital de Guinée, Rebecca Gomperts se bat encore et toujours pour le droit à l'avortement. Ce mardi après-midi, face à la presque sexagénaire, une trentaine d'étudiants de la Vrije Universiteit d'Amsterdam se laissent absorber par la leçon particulièrement bien ficelée de la native de Paramaribo, au Suriname, sur les grandes – et parfois sombres – heures de l'avortement. «Les premières interdictions ont été promulguées dans les années 1930, sous l'influence de la colonisation», apprend-elle d'une voix douce mais affirmée, sans jamais oublier de remonter d'insaisissables lunettes sur son nez. «C'est donc finalement une histoire assez récente.» Récente peut-être, mais dévastatrice pour les quelque sept millions de femmes hospitalisées chaque année dans le monde à la suite d'un avortement réalisé dans de mauvaises conditions. Selon le Sénat français, 39.000 y laisseraient même leur vie. Rebecca Gomperts n'a pas attendu ce rapport pour passer à l'action. A la fin du siècle dernier, à peine diplômée en médecine, elle fonde

Par **Emilien Hofman**

l'ONG Women on Waves, pour apporter des services d'avortement aux femmes vivant dans des pays où il est illégal ou difficile d'accès.

A bord d'un bateau transformé en clinique flottante, son équipe achemine des âmes dans le besoin au milieu des eaux internationales, où s'applique le droit du pavillon sous lequel vogue le navire. A bord, elles reçoivent une pilule qu'elles peuvent ensuite ingérer en toute sécurité une fois rentrées chez elles. En juin 2001, majoritairement financée par des donations, Women on Waves part pour sa première mission vers l'Irlande, le dernier pays d'Europe occidentale à interdire l'IVG. A l'arrivée du bateau, l'équipe reçoit près de 300 mails de demande en cinq jours. Quelque temps plus tard, son bateau Aurora se voit interdire l'entrée au Portugal, Gomperts étant même interpellée par des navires de la marine nationale. Les voyages se multiplient, les accueils se diversifient. En Pologne, elle reçoit une pluie d'œufs. Avant d'arriver à Malte, ce sont des menaces de mort. Vers l'Equateur, l'embarcation est prise dans une tempête et doit rebrousser chemin, mais là où le bateau ne passe pas, la Néerlandaise envoie des drones et des robots ...

Le grand
entretien



... pour livrer des colis de médicaments. En respectant scrupuleusement toutes les lois.

A ce jour, selon l'association, Women on Waves aurait permis environ 100.000 avortements anonymes et sécurisés. C'est bien, mais évidemment pas assez. En 2005, sa boîte mail remplie à ras bord, la docteure fonde donc Women on Web pour offrir une aide à la contraception et à l'avortement en ligne. Treize ans plus tard, face à la menace (finalement mise à exécution) de suppression du droit fédéral à l'avortement aux Etats-Unis, elle crée Aid Access. Sur sa première année d'existence, ce programme accompagne 45.000 citoyennes d'Etats où l'interruption de grossesse est trop chère, ou qui sont dépourvus de cliniques, à avorter chez elles. Ce mardi après-midi, après avoir délaissé la classe lumineuse du treizième étage pour le bar très lounge du rez-de-chaussée de l'université d'Amsterdam, Rebecca Gomperts s'empare d'un jus d'orange pressé. Chemisier bleu sur les épaules, boucles turquoise aux oreilles, elle se livre une nouvelle fois sur le combat de sa vie. Bref, elle reprend ses bonnes vieilles habitudes.

Vous dites que la situation des droits des femmes constitue un excellent indicateur de la direction que prend une société. Qu'entendez-vous par là?

Les régimes autocratiques ont tendance à restreindre les droits des femmes via notamment l'interdiction de l'interruption volontaire de grossesse. On le voit actuellement aux Etats-Unis, où les droits des personnes transgenres sont également bafoués. La tendance touche le monde entier: la Russie, la Hongrie, la Turquie, etc. suppriment l'accès à l'avortement et les libertés des femmes. Cela donne un indice clair de l'évolution des sociétés, qu'elles deviennent plus démocratiques et plus respectueuses des droits humains ou, au contraire, autocratiques.

Dans certains cas, le corps des femmes devient même un instrument politique.

Tout à fait. Parce que ce sont les femmes qui ont des enfants. En ce moment, certains se préoccupent fort de la baisse de la natalité. Mais cette obsession est toujours liée à une forme de racisme et à la peur de l'immigration car, si l'on a besoin de plus de citoyens, pourquoi ne pas accepter plus de migrants? Dans certaines parties du monde, il règne donc un sentiment anti-migration doublé d'un changement culturel, qui cantonne de nouveau les femmes au rôle de mères et d'éleveuses d'enfants, ce qui contribue à alimenter la masculinité toxique. Evidemment, les gouvernements pourraient très bien intervenir en mettant en place des soutiens pour améliorer la situation de celles qui souhaitent avoir des enfants, par exemple en garantissant partout un accès gratuit à une garde d'enfants 24h/24. Mais le fait est que les femmes d'aujourd'hui ont moins d'enfants. L'explication principale est liée à l'augmentation du niveau d'éducation.

Avec Women on Waves, vous dites adorer débusquer des failles juridiques et de nouvelles façons d'agir. La mise en place de votre système de livraison

de pilules a, par exemple, pu se faire parce que peu de pays rendent illégale la réception de médicaments par la poste. L'enjeu réside-t-il dans le contrôle de la justice ou la modification des lois?

Je pense qu'on peut faire les deux. Notre travail a toujours été principalement axé sur l'accès des femmes aux soins qui leur sont nécessaires et, pour cela, il faut parfois trouver des solutions alternatives. D'un autre côté, il s'agit aussi de sensibiliser le public aux problèmes posés par les lois restrictives. C'est aussi là que nous exploitons les failles juridiques, notamment en utilisant les drones ou le bateau, pour démontrer l'absurdité de certaines conditions d'avortement, qui sont en outre inefficaces. Cette prise de conscience doit contribuer à faire évoluer la législation ou, au moins, soutenir les organisations féministes locales qui œuvrent pour des changements. Modifier la loi exige un travail de terrain considérable, mené par des personnes qui exercent un lobbying constant. Aux Pays-Bas, il a fallu quinze ans de lutte avant que les médecins généralistes soient autorisés à prescrire la pilule abortive.

D'où l'intérêt d'événements marquants comme votre passage très médiatisé au Portugal, ou encore l'action en justice que vous avez intentée envers le gouvernement néerlandais pour entrave illégale à la délivrance de médicaments? Il n'est pas donné à tout le monde d'être Simone Veil...

C'est effectivement utile, mais on ne peut pas agir isolément. Nous collaborons également avec des acteurs politiques, qui sont les plus à même de proposer des lois et de les faire voter. De nombreux responsables sont venus à bord du bateau lors de notre campagne au Portugal. Cela a permis aux élus de gauche de s'exprimer plus ouvertement sur leur soutien au droit à l'avortement, et donc de faire évoluer l'opinion publique. Quelques mois plus tard, le gouvernement

La médecin n'a pas hésité à utiliser des drones pour livrer des colis de médicaments.



BELGA

«Les femmes devraient disposer de tous les moyens pour interrompre une grossesse sans passer par un intermédiaire.»

portugais est tombé, et le suivant a immédiatement lancé un référendum qui a abouti à une modification favorable de la loi.

Les contextes de crise et de conflit ne doivent faciliter ni la communication, ni la livraison de médicaments. Comment atteindre les femmes d'Afghanistan ou d'Ukraine, par exemple?

Nous avons longtemps notamment travaillé avec des personnes qui se rendaient directement en Ukraine avec des pilules abortives. Là-bas, l'avortement est légal, mais il y a aujourd'hui un manque criant d'équipement. En Afghanistan, les femmes ne peuvent même plus sortir de chez elles; comment est-il possible d'imaginer envoyer des colis? A certains endroits, c'est trop difficile. A Gaza, c'est impossible, il n'y a rien. Mais en Syrie, par exemple, nous avons pu planifier des sessions d'aide à distance grâce à un médecin installé sur place. D'autres organisations, comme Médecins Sans Frontières, sont par ailleurs passées expertes dans la défense et la pratique de l'avortement dans des endroits difficiles d'accès comme la RDC.

Les avancées passent par un gros travail de sensibilisation, mais plusieurs réseaux sociaux comme Facebook ou Instagram censurent certaines publications sur l'avortement. Comment faire?

C'est un vrai problème. Il y a la censure directe de publications, mais parfois, c'est plus subtil: les résultats de recherche sont rendus introuvables. Avec les algorithmes se développe une censure personnalisée qui enferme les gens dans une bulle. Ainsi, si vous êtes farouchement opposé à l'avortement, mais que vous en avez besoin, il vous sera très difficile de trouver les informations nécessaires. Ce qui est effrayant, c'est qu'il n'est pas toujours possible de savoir ce qui est effectivement invisibilisé. Autre obstacle de taille: les écarts de culture numérique. Certaines personnes

moins instruites ont beaucoup de mal à comprendre l'ensemble du processus, à s'y retrouver parmi toutes ces informations.

Selon vous, quel impact a pu avoir la suppression de la protection fédérale du droit à l'avortement aux Etats-Unis en 2022 à l'échelle mondiale?

Les choses bougent, mais pas seulement à cause des Etats-Unis. Le gouvernement néerlandais a par exemple supprimé son soutien aux initiatives pour les droits des femmes à travers le monde. Le phénomène se globalise. De nombreuses organisations ne pourront bientôt plus aborder la question de l'IVG à travers leur éducation sexuelle, ni même garantir l'accès à la contraception. Les programmes des Nations unies sont tous réduits. L'Organisation mondiale de la santé est affaiblie. Heureusement, l'accès à l'avortement s'est drastiquement amélioré presque partout dans le monde ces 25 dernières années. C'est dû au travail d'associations féministes locales, à Internet, à la vente par correspondance, mais aussi à des organisations comme Médecins Sans Frontières qui acheminent des médicaments et pratiquent l'interruption volontaire de grossesse. La situation est donc à nuancer.

D'autant que l'introduction du droit à l'avortement dans la Constitution française en 2024 a envoyé un signal fort.

C'est un exemple pour les autres pays. Mais le monde est très instable en ce moment et, face à tant d'autres urgences, on oublie vite. C'est d'ailleurs ce qui m'a le plus choquée lorsque le droit à l'avortement a été supprimé aux Etats-Unis. Tout le monde s'y opposait, manifestait et était en colère. Puis les gens se sont très vite adaptés à cette situation extrême, qu'ils n'auraient pas jugée acceptable dix ans auparavant. Maintenant, je me réjouis d'observer la position forte prise par le Parlement européen quant à la nécessité de protéger ce même droit. La Pologne a d'ailleurs récemment perdu une nouvelle affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme concernant la violation des droits d'une femme qui tentait d'avorter.

Il y a 30 ans, se tenait la Conférence du Caire sur la population et le développement.

Malgré certains progrès, elle a surtout abouti à un compromis délicat visant principalement à assurer la sécurité de l'avortement... là où il est légal. Quel est l'héritage de cette conférence?

Le chemin parcouru depuis lors est considérable. Aujourd'hui, le phare n'est plus Le Caire, mais Amnesty International, Human Rights Watch et l'Organisation mondiale de la santé, qui prônent la dépénalisation de l'avortement, le recours à la télé-médecine... Ces 30 dernières années, l'interruption volontaire de grossesse a été légalisée au Népal, en Inde, en Uruguay, en Corée du Sud, en Thaïlande, en Irlande, au Portugal, en Australie, en Irlande du Nord... On observe un mouvement de légalisation là où la démocratie progresse et où les droits humains sont mieux compris. ...

**«Le bateau,
les drones, etc.,
c'est une façon
de tracer une voie
différente pour créer
du changement
positif.»**



... Cela fait également près de 30 ans que vous avez entamé votre militantisme. Trois décennies de travail vous ont-elles permis de mieux cerner les raisons de l'intensité du lobbying antiavortement?

Il est souvent porté par une rhétorique mettant en avant la «protection des valeurs familiales». Derrière, il y a toujours des convictions religieuses, avec des organisations qui disposent de moyens financiers considérables, incomparables à ceux des groupes de défense des droits humains. Ce système reste malgré tout très opaque. Il faudrait mener une étude approfondie pour comprendre toutes ces interconnexions, les différentes idéologies qui l'animent, les acteurs qui en font partie et qui le financent. Mais je préfère consacrer mon temps à autre chose. J'ai toujours cru aux stratégies proactives. Le bateau, les drones, etc., c'est une façon d'avancer sans réfléchir à ce que font les autres, de tracer une voie différente pour créer du changement positif.

Pourtant, ces derniers temps, vous avez réorienté votre travail vers la recherche. Pourquoi?

De nombreuses autres organisations proposent désormais les mêmes services que Women on Waves. Moi, je m'intéresse à l'innovation donc, à partir du moment où d'autres s'y mettent, je me dis que je peux être plus utile ailleurs. Plusieurs recherches récentes ont montré que les contraceptifs disponibles ne correspondent pas aux besoins des femmes. C'est le cas, par exemple, des contraceptifs hormonaux combinés, rejetés pour leurs effets secondaires. De même, beaucoup de personnes ne souhaitent pas prendre une pilule tous les jours lorsqu'elles n'ont des rapports sexuels qu'une fois par semaine. Il existe un réel besoin de contraception à la demande. Depuis 2022, je travaille donc sur une recherche médicale visant à rendre une faible dose de 50 mg de mifépristone accessible sans ordonnance. Ce stéroïde de synthèse bloque la progestérone, l'hormone nécessaire à la poursuite de la grossesse, et facilite le détachement de l'embryon. Il contribue à estomper les frontières entre les concepts d'avortement et de contraception. Aujourd'hui, il devient primordial que les femmes disposent de tous les moyens pour prendre leurs décisions concernant leur corps, qu'il s'agisse de prévenir une grossesse, d'utiliser la pilule du lendemain ou d'interrompre une grossesse sans passer par un intermédiaire, médecin ou pharmacien. Pour y parvenir, il faut atteindre ce consensus selon lequel il ne s'agit pas d'un choix, mais d'une question de santé.

De nombreux obstacles et discriminations persistent pourtant dans l'accès à l'avortement, même dans des pays où il est autorisé. Le refus de certains professionnels de prodiguer des soins, par conviction ou par clause de conscience, en fait partie.

Rares sont les cursus scolaires qui forment à l'avortement, alors que ça me paraît essentiel. La plupart des membres du corps médical sont donc peu sensibles aux réalités vécues par de nombreuses patientes.



1966

Naissance, le 29 juillet, à Paramaribo (Suriname).

1999

Se détourne de la pratique de la médecine après un voyage révélateur avec Greenpeace.

2001

Fondation de l'ONG Women on Waves et première mission en Irlande.

2005

Création de Women on Web pour proposer un accompagnement en ligne.

2022

Se tourne vers la recherche afin de rendre la mifépristone accessible sans ordonnance.

Il existe bien sûr des médecins formidables, chaleureux et compatissants, mais un cours sur les droits humains ne ferait pas de mal à ce milieu très élitiste. À côté, il y a toujours les obstacles légaux. En Belgique, l'avortement n'est possible que jusqu'à douze semaines de grossesse, avec six jours de réflexion imposés. Prenons l'exemple d'une adolescente dont les parents refusent l'avortement. Si elle est déterminée, mais que le délai est dépassé, il y a de grandes chances qu'elle se rende aux Pays-Bas, où la pratique est encore autorisée. Ce ne sont pas des cas isolés (*NDLR: elles étaient 371 en 2021, d'après Amnesty International*). Nous avons par ailleurs fait une erreur en laissant aux seuls généralistes le pouvoir de donner ou non accès à l'avortement: certaines femmes craignent en effet la confrontation avec leur médecin traitant et seraient beaucoup plus à l'aise avec une sage-femme. La Belgique a beaucoup de progrès à faire en matière d'accès à l'avortement.

Pendant la pandémie de Covid, la téléconsultation a connu un essor considérable. Cela a-t-il eu une influence sur les pratiques en matière d'interruption volontaire de grossesse?

Absolument. La télé-médecine a longtemps été contestée par de nombreux professionnels de la santé, car elle remet en question leur autorité et leur contrôle. Je pense toutefois que son adoption est importante. Certaines études ont déjà prouvé que l'IA est parfois plus performante que les médecins. Le secteur médical devrait prochainement connaître une transformation radicale.

On parle rarement de la place du conjoint dans son accompagnement, tantôt maladroit, tantôt impuissant. Quel rôle peut-il jouer concrètement?

D'après mon expérience, je rencontre plus souvent des hommes qui tentent d'empêcher leur compagne d'avorter, car cela leur permet de garder une forme de contrôle. Évidemment, je pense qu'en tant que partenaire, il est très important de discuter avec son conjoint et de soutenir sa décision. Dès qu'une femme est claire sur le fait que la grossesse n'est pas ce qu'elle souhaite, il ne reste qu'une solution: la soutenir, être présent et traverser cette épreuve à ses côtés. Parce que c'est un moment terrible, qui fait mal, tant physiquement que mentalement. Dans un couple, si on ne respecte ni ne soutient l'autonomie de l'autre, c'est que la relation est abusive.

En parlant des hommes, où en sont les progrès concernant les personnes transgenres ou intersexuées confrontées à l'avortement?

Ils sont entravés par le rejet que subissent actuellement les personnes transgenres. C'est terrible. On le constate dans de nombreux pays, où elles se voient refuser des soins ou l'accès aux hormones. Ces personnes sont marginalisées, discriminées. Mais il y a des raisons d'y croire. La contraception à base de mifépristone a l'avantage de provoquer l'arrêt des règles. Elle permet donc de gérer une grossesse non désirée sans interrompre la thérapie à la testostérone. ●